

COMMUNAUTÉ CITOYENNE

Dans une campagne qui déçoit, les paradoxes de la conscience écologique

Politique / Nouvelles pratiques démocratiques

Par [La rédaction de La Grande Conversation](#)

Publié le 18 novembre 2021

Pour la deuxième fois, la grande conversation 2022 et l'institut BVA ont réuni leur communauté de 50 citoyens représentatifs de la diversité de la société française dans leur genre, leur âge, leur catégorie socio-professionnelles, leur niveau de qualification et leur origine régionale. L'ensemble de la communauté a d'abord échangé, par écrit sur ce que ses membres retenaient de la campagne en cours (entre le 21 octobre et le 8 novembre) et sur les enjeux écologiques. Divisés en plusieurs groupes, ils ont ensuite approfondi cette discussion sur l'environnement et plus précisément sur les mesures à mettre en place.

Sommaire

1. Une campagne jugée sévèrement

2. Les enjeux écologiques

1. Une campagne jugée sévèrement

BVA a demandé aux membres de la communauté citoyenne de donner leurs impressions sur les deux dernières semaines de la campagne présidentielle.

Cette conversation a eu lieu juste avant l'intervention d'Emmanuel Macron du mardi 9 novembre. Le jugement est sévère, entre désintérêt, hostilité envers la façon dont les médias couvrent la campagne et sentiment que seule la déclaration de candidature d'Emmanuel Macron marquera le début d'une « vraie » campagne. Au total, les citoyens semblent aujourd'hui encore distants de la campagne : peu d'avancées, peu de nouveautés, peu de clarifications apportées, ceci alimentant encore le constat d'illisibilité de l'offre politique déjà relevé il y a deux semaines. On ne connaît ni les candidats, pas tous choisis ou déclarés, ni les programmes.

Le manque d'intérêt de la campagne

« Je n'ai pas entendu de nouvelles idées, de nouvelles propositions. On commente matin, midi et soir les sondages mais les idées et programmes des candidats restent obscurs. »

Ce jugement est un bon résumé de l'impression dominante. Beaucoup de réactions sont à l'avenant. Cela va du laconique : *« Pas grand-chose à retenir »*, jusqu'au très dur : *« En tout cas, on atteint le comble de la pornographie politique. »* L'ennui se mêle à l'impatience :

« Le débat n'avance pas, on ne connaît toujours pas les programmes ni les candidats, je retiens la guerre dans les partis pour désigner leurs candidats »

« Cela manque d'innovation pour intéresser les Français »

Le sentiment est que les questions essentielles ne sont pas traitées :

« Comme à chaque fois pour ce genre d'évènement, c'est un florilège de belles promesses que l'on trouve sur nos écrans. Les sujets sont survolés et ce n'est que de la poudre aux yeux... »

« Personnellement, je n'ai pas entendu de nouveaux éléments sur la campagne présidentielle au cours de ces deux dernières semaines. En effet, ce sont toujours les mêmes sujets qui sont médiatisés... »

Et le scepticisme est de mise :

« Tous (les candidats) s'agitent, occupent le terrain, tous ont la solution, tous sont l'avenir, et l'on est vite noyé par cet avenir qu'ils promettent tous et qui ressemble pour l'heure à un déluge. »

Quelques signaux faibles

Les propos de Yannick Jadot sur l'interdiction de la chasse les week-ends ont percé le mur d'indifférence et sont accueillis positivement, comme une proposition courageuse, même si le sujet de la chasse va s'avérer plus clivant ultérieurement dans les échanges en petits groupes (cf. infra, 3.) :

« Je trouve ça bien que les Verts prennent position et que cela devienne un sujet de la campagne, surtout quand on voit le soutien que le président actuel a apporté à la chasse durant son quinquennat! »

Mentionné par la moitié des membres, le débat entre les candidats LR a été peu regardé. Il suscite cependant quelques commentaires, parfois acides :

« Hier soir débat des LR : peut-être un peu trop cordial pour être sincère. »

Ceux qui l'ont vu s'accordent sur la similarité des programmes et la difficulté à choisir un candidat, le ton globalement policé ayant introduit un large scepticisme quant à l'authenticité des postures et empêché de saisir les aspérités et différences des idées de chacun. Un point attire l'attention : la critique de l'opportunisme des deux candidats, Valérie Pécresse et Xavier Bertrand, qui ont quitté le parti puis y sont retournés dans le cadre de cette primaire.

Le rapprochement Hidalgo-Hollande a également été repéré par quelques-uns d'entre eux et a plutôt fait sourire, compte-

tenu du peu d'affinité, bien connu, entre l'ancien président et la candidate.

Enfin, l'émission « Ambition intime » consacrée à cinq femmes politiques a été relevée, certes par quelques-unes seulement, comme un élément marquant des deux dernières semaines. Ce signal faible est à noter, dans la mesure où ce format d'émission (par ailleurs critiqué voire moqué par de nombreux articles de la presse nationale) semble entrer en résonance avec l'attente qu'ont les citoyens d'une plus grande proximité avec les candidats.

Zemmour, Zemmour et encore Zemmour

Les membres de la communauté parlent beaucoup d'Éric Zemmour (48 occurrences, à comparer avec 26 pour Emmanuel Macron, 12 pour Anne Hidalgo, 11 pour Marine Le Pen, 7 pour Xavier Bertrand, 5 pour Valérie Pécresse, 3 pour Michel Barnier et Jean-Luc Mélenchon, et 2 pour Yannick Jadot). Mais c'est d'abord pour se plaindre de sa couverture par les médias.

« Ce que je ne comprends pas, c'est l'omniprésence d'Éric Zemmour sur tous les types de médias. Il lui est consacré un temps pharaonique. Tout ce qu'il dit ou fait est soumis à commentaires alors que des choses plus importantes se passent »

« Il y en a assez de ce matraquage du "pas encore candidat" Zemmour! Cela pollue le paysage électoral »

Au-delà de cette critique des médias, la conversation s'engage entre les membres de la communauté entre ceux qui sont profondément hostiles et ceux qui sont intéressés.

« Je note aussi l'importance de l'immigration dans quasiment tous les programmes aussi bien des candidats de droite que de gauche. On dirait que Zemmour donne le ton de la campagne »

« Sa présence fait pencher les autres furieusement vers la droite, même Montebourg qui pourtant me semblait être de gauche » (à noter que les propos d'Arnaud Montebourg sur son projet d'interdire les transferts d'argent privés vers les pays refusant d'octroyer des laissez-passer consulaires à leurs ressortissants expulsés, ont été perçus par les membres qui les ont repérés avant tout comme une « manœuvre politicienne »).

L'omniprésence de Zemmour crée, aux yeux de certains membres, une caisse de résonance quelque peu artificielle qui amplifierait certaines problématiques comme l'immigration ou la sécurité, loin de la hiérarchie réelle des préoccupations des Français (*« Insécurité et immigration alors qu'il y a des choses beaucoup plus importantes à traiter »*).

Parmi les « intéressés », certains s'inquiètent de sa capacité à rassembler tous les Français, d'autres, des propos qu'il tient sur les femmes. Plusieurs intervenantes se déclarent choquées par ses déclarations sur les inégalités de salaires entre hommes et femmes. Le non-candidat Zemmour laisse peu de monde indifférent.

En attendant Macron

Quant à Emmanuel Macron, la conversation de la communauté citoyenne ayant eu lieu quelques heures avant l'allocution du Président, certains pensaient qu'il déclarerait sa candidature lors de son intervention. D'autres que ce serait de toute façon un discours électoral. On sent poindre une certaine impatience au sein de la communauté face à cette déclaration de candidature qui tarde à venir.

« Je suis un peu étonné qu'Emmanuel Macron à cette date n'ait pas encore officialisé sa candidature pour son deuxième quinquennat, tant les sondages actuels semblent révéler que c'est lui qui est en tête pour l'élection... »

« Quant aux sondages, Macron en tête de liste mais sans être candidat, je ne trouve pas cela normal... »

L'une des citoyennes propose même un remède à cette situation où certains sont déjà candidats et d'autres pas encore :

« C'est un peu comme un faux départ dans une course, il devrait y avoir une date pour que tout le monde se déclare en même temps et que les temps de paroles soient comptés à partir de ce moment-là... »

2. Les enjeux écologiques

Un sujet important

Les membres de la communauté étaient également invités à s'exprimer sur les sujets qui, au sein de la thématique environnement, leur paraissaient les plus importants.

Ces échanges traduisent d'abord un vif intérêt pour la question. A l'exception de deux personnes qui disent que ça ne les intéresse pas et que la campagne devrait parler d'autre chose, la plupart des membres sont préoccupés par les enjeux environnementaux. Ces échanges confirment ce que nous avons perçu lors de la première session : l'indifférence à l'écologie est aujourd'hui très minoritaire et l'anxiété commence à devenir palpable. Face à ce sentiment d'urgence, l'action des gouvernements apparaît à beaucoup comme largement insuffisante, voire attentiste :

« De plus en plus de catastrophes liées au changement climatique mais on ne fait pas grand-chose pour prévenir les risques »

« L'action politique n'est pas à la hauteur du sujet qu'elle doit régler »

Le réchauffement climatique et les émissions de gaz à effet de serre sont le sujet le plus souvent cité, directement (plus de

30 occurrences) ou indirectement (GIEC, COP26... : 15 occurrences). Le climat est au centre des représentations, avec son cortège de conséquences concrètes, en particulier la recrudescence des catastrophes naturelles (plus de 10 occurrences, évoquées également dans les documents et images attachés aux messages des membres) et la montée du niveau des océans sous l'effet de la fonte des glaces (7 occurrences).

L'autre grand sujet de discussion porte sur l'énergie et la transition énergétique. Si l'on agrège toutes ses composantes (nucléaire, éolien, etc.), le sujet apparaît plus de 30 fois dans les échanges. L'un des points les plus marquants est la réévaluation positive du nucléaire (9 occurrences positives contre 2 négatives). Les énergies renouvelables font l'objet d'un soutien en général, même si l'éolien divise en particulier (3 occurrences positives contre 2 négatives). Si elle pose de redoutables problèmes d'adaptation, l'éviction des énergies fossiles semble intégrée comme un enjeu clé de la transition écologique (plusieurs membres condamnent d'ailleurs vivement la Chine pour son exploitation continue du charbon).

Trois autres thèmes émergent nettement : les déchets, la déforestation et la (sur)consommation.

- Le premier, associé à quelques questions satellites comme le plastique et le recyclage (25 occurrences en tout), fait partie de la grande famille des problèmes que les membres de la communauté désignent sous le terme générique de « pollutions ». Il s'ancre clairement dans la vie quotidienne : il désigne sans doute le domaine où les pratiques écologiques sont le plus développées (gestes de tri) et où règne en même temps un certain scepticisme sur l'efficacité des politiques publiques (disponibilité des bacs de tri en proximité, destin des déchets supposés être « remélangés » ensuite, etc.).
- Le second, la déforestation (10 occurrences), semble être affecté d'un fort coefficient affectif chez les membres de la communauté : il concerne aussi bien les enjeux internationaux que le traitement des arbres sur le territoire national. Aucun d'eux n'évoque la fonction de puits de carbone de la forêt ou sa fonction d'entretien de la biodiversité : la forêt semble être défendue pour elle-même, comme

un emblème de notre capital naturel. La cause animale semble également être un sujet de préoccupation comme un second témoignage de l'attachement à la naturalité.

- Enfin, le troisième sujet, la (sur)consommation (12 occurrences directes), souvent associé à la critique de la surproduction (3 occurrences), à l'obsession du PIB (4 occurrences) et à la critique lancinante de la publicité, s'arrime à la fois à une pratique quotidienne d'achat et à une critique générale de notre modèle de développement. Sur ce terrain, certains membres font valoir que les gens ont le pouvoir de décider (« *Sur les habitudes de consommation, c'est bien nous les décideurs* »).

Mais ce dernier thème fait apparaître l'une des nombreuses ambiguïtés qui parcourent ces échanges : on avoue volontiers que, même si l'on sait qu'il faudrait consommer autrement, on ne le fait pas toujours ou pas assez.

Ce type d'ambiguïtés colore en effet les échanges. Tout se passe comme si on arrivait à un point de cristallisation des contradictions et des paradoxes. On n'est plus dans l'âge du climato-scepticisme, on a sans doute dépassé aussi celui du déni de responsabilité. Mais on entre dans l'âge de la contradiction avouée ou de la mauvaise conscience, même si certains continuent à rejeter la faute sur d'autres (l'industrie, l'étranger, etc.). La difficulté et la complexité de la transition commencent à se frayer un chemin dans les esprits.

« Tout le monde se veut bien-pensant mais à la fin qui est prêt véritablement à faire des efforts? »

« Il est plus facile de se voiler la face. Ça demande trop d'efforts d'anticiper les problèmes. C'est désagréable »

« C'est difficile pour moi. C'est protéiforme. C'est complexe »

Un sentiment d'impuissance

La réponse à ces difficultés et contradictions dessine en creux plusieurs groupes :

- *Les conscients déterminés* : à leurs yeux, l'environnement devrait s'inviter comme thème majeur dans la campagne présidentielle mais, à date, aucun contenu étayé dans les propositions des candidats n'est venu appuyer ce point.

« Le thème de l'environnement me semble capital à l'époque où l'on vit; les candidats ou futurs candidats ne semblent pas en faire grand cas pour le moment »

« Le sujet de l'environnement devrait devenir l'une des préoccupations les plus importantes du gouvernement »

« L'environnement sera à n'en pas douter un des thèmes de cette campagne électorale »

- *Les réalistes matérialistes* qui font volontiers passer l'économie et la « fin du mois » avant l'écologie et la « fin du monde », et réclament une « écologie intelligente », c'est-à-dire capable de concilier enjeux écologiques et enjeux économiques.

« Même si je fais un peu attention à ma consommation d'énergie, à bien effectuer le tri de mes déchets, à ne pas gaspiller etc. c'est surtout pour un avantage financier que par souci d'écologie. »

« J'avoue que si on me dit qu'un produit lambda, qui va me couter 50% moins cher mais qu'il est produit en Chine avec tout ce que ça renvoie comme image négative, j'opterais quand même pour ce produit et je regarderais à mon portemonnaie »

« On a une vision punitive de l'écologie en oubliant qu'il faut avoir les moyens pour avoir une voiture hybride, pour manger bio »

Enfin, les sceptiques pessimistes, voire les découragés.

« Il y a un côté très frustrant de se dire qu'on essaie de faire chacun à notre échelle ce qu'on peut, mais je ne vois pas l'impact à grande échelle, je le fais plus aujourd'hui pour ma conscience »

« Nous trions les bouchons de bouteille pendant que la Chine construit des usines à charbon »

« Je suis consciente de la gravité de la situation, mais je suis désabusée, je pense qu'il est trop tard, je n'ai plus la foi »

Chez beaucoup, le sentiment d'être face à un problème majeur qu'on ne sait pas résoudre nourrit un sentiment d'impuissance et une forme de fatalisme ou de conscience tragique qui n'incline guère à l'action, voire un surcroît de défiance à l'égard de pouvoirs publics qui font de grands discours mais n'agissent pas. La COP26, qui avait lieu pendant la tenue du forum, semble incarner aux yeux des citoyens qui s'expriment sur le sujet,

l'insuffisance des efforts des Etats au regard de l'enjeu (on pointe ainsi plus volontiers l'absence physique de certains grands pays pollueurs et, plus anecdotiquement... les déplacements en avion des dirigeants, que les décisions qui s'y prennent).

Au total, les membres de la communauté semblent être arrivés à un point élevé de maturité sur la question écologique – maturité que traduit précisément la capacité à reconnaître des contradictions –, mais c'est aussi le point de tous les dangers si la politique ne parvient pas à répondre : répondre pour être au rendez-vous de l'urgence pour les *conscients déterminés*, répondre pour redonner espoir pour les *sceptiques pessimistes*, répondre enfin pour démontrer que l'on peut mettre en cohérence économie et écologie pour les *réalistes matérialistes*.

Entre liberté et manque de moyens, la difficulté d'agir

Répartis par groupe de travail en fonction de leur proximité politique (droite, extrême droite, centre, gauche, sans parti), les membres de la Communauté ont pu approfondir leurs échanges sur l'environnement et plus particulièrement sur les mesures à mettre en place.

Globalement, aucun groupe ne se distingue beaucoup des autres : les expressions et les échanges sont assez similaires d'un groupe à l'autre. Toutefois, on note chez les membres des groupes du centre, de droite et d'extrême droite une certaine virulence dans le soutien à la liberté individuelle, expression à « fleur de peau » dans certains des groupes. Toute formulation d'obligation ou d'interdiction est alors rejetée par principe.

« Quant à l'eau potable, hors de question que je m'empêche de boire autant que je veux. Et pourquoi pas de respirer aussi... c'est pas Apollo 13 ici... »

« Interdire la circulation de certains véhicules, c'est pour moi une entrave aux libertés individuelles, les véhicules polluants consomment plus donc leur propriétaire payent déjà plus de taxe sur le carburant. »

Il faut également distinguer le groupe d'extrême droite pour trois raisons. C'est dans ce groupe que l'on retrouve la seule expression de désintérêt pour le sujet sans toutefois en connaître les raisons. C'est également le seul dans lequel le problème est envisagé dans une dimension internationale, deux membres de la communauté considérant qu'il vient d'autres pays et pas de la France. Enfin c'est le groupe qui, contre l'intuition, s'est le plus fortement prononcé pour une fiscalité plus lourde sur les produits les plus polluants.

Les mesures relevant du quotidien ou de l'action directe des citoyens suscitent le plus d'adhésion, quelle que soit la proximité politique déclarée. Ainsi réduire sa consommation d'eau ou d'énergie reviennent régulièrement en tête des mesures jugées acceptables par les membres de la communauté, en particulier chez les citoyens déclarant une proximité avec la droite et le centre. Consommer des produits de saison est également une action populaire. L'adhésion à ces mesures est justifiée par certains par le bon sens et par d'autres par la facilité à les mettre en œuvre. Ils sont d'ailleurs plusieurs à indiquer qu'ils les mettent déjà en œuvre.

La lutte contre le gaspillage et pour le tri sont également des thématiques qui sont revenues régulièrement et spontanément dans différents groupes comme une des solutions à la protection de l'environnement.

En revanche la réduction de la consommation de viande, geste du quotidien, est rejetée dans tous les groupes par plusieurs citoyens, très peu se déclarant favorables à une telle mesure.

« J'aime trop la viande et elle fait partie de mon équilibre alimentaire. »

La question des moyens financiers apparaît comme le véritable frein à différentes mesures. En effet, ils sont nombreux, dans tous les groupes, à ne pas remettre en cause une mesure sur le fond mais à considérer que leurs concitoyens n'auront pas les moyens de la mettre en œuvre. C'est le cas de l'interdiction de certains véhicules, qui suppose le rachat d'un nouveau, ou de l'obligation de rénovation des bâtiments.

« Pour l'obligation de rénovation énergétique, une nouvelle fois qui a les moyens? Qui paie? Quand vous comptez pour savoir si vous allez mettre du beurre ou du fromage dans vos pâtes le 10 du mois, se voir imposer la rénovation d'une toiture... »

Dans la même logique, ils sont nombreux, dans tous les groupes, à refuser une augmentation de la fiscalité des particuliers.

« Attention à ne pas trop augmenter la fiscalité puisqu'aujourd'hui, les plus pauvres sont ceux qui ne peuvent se permettre de s'intéresser aux préoccupations environnementales »

Sur la question de la limitation des déplacements en voiture, c'est plus le manque d'alternatives qui est invoqué notamment par les membres de la communauté vivant à la campagne. Les citoyens ont tendance à d'ores et déjà privilégier les transports en commun, le vélo ou la marche.

« Utiliser moins la voiture me semble difficile car là où je vis les transports en commun ne sont pas efficaces, le réseau est vraiment mal desservi. »

Enfin, il faut noter, sur le sujet de la chasse, la crispation des propos de nos interviewés sur les deux versants des opinions qui transcendent les clivages politiques et illustrent l'hypermotivité sur ce thème.

« Interdire la chasse : bien sûr...que non! Et pourquoi pas la pêche et l'élevage? »

« Interdire la chasse : bien sûr...que non! Et pourquoi pas la pêche et l'élevage? »

« Interdire la chasse, oui, c'est tout à fait légitime. La chasse n'est pas nécessaire et c'est une source de danger constant. »

Pour une taxe carbone efficace et transparente

La définition même de « taxe carbone » ne semble pas partagée par l'ensemble des membres de la communauté.

Volontairement, nous n'avons pas souhaité donner au préalable

de définition afin de laisser libres les interprétations et l'expression. Dès lors, certains indiquent d'emblée leur méconnaissance et/ou leur neutralité sur le sujet, d'autres la considèrent comme s'appliquant à tous, entreprises comme particuliers, d'autres uniquement aux entreprises, et d'autres enfin parlent des particuliers. Preuve de cette méconnaissance, ils sont plusieurs à considérer que pour être acceptable, la taxe carbone devrait être mieux expliquée et plus transparente (tant dans son application que dans l'utilisation de ses recettes).

« La taxe carbone est un énorme outil, sans doute visible pour les entreprises polluantes qui doivent sûrement y contribuer. Par contre, c'est un peu vague pour la population... C'est une notion très confuse, on ne sait pas trop qui gère et où va l'argent collecté... »

Dans quatre des cinq groupes, une majorité de membres s'exprime en faveur de la taxe carbone. Seul les membres déclarant une proximité avec le centre sont partagés avec autant d'avis positifs que négatifs. C'est le principe du « pollueur payeur » et de la dissuasion qui semble convaincre la majorité des citoyens. Certains, à droite, insistent sur l'importance d'avoir une taxe qui s'applique à tous. Beaucoup, dans tous les groupes, insistent sur la nécessité d'une taxe carbone pour les entreprises ou les secteurs les plus polluants. Il faut d'ailleurs noter qu'ils sont nombreux à dénoncer les exonérations dont bénéficient certains secteurs, notamment des transports.

« Il faut que cette taxe soit plus rationnelle et intelligente. On a l'impression qu'il y a des sociétés qui en sont exemptées et ce n'est pas normal. »

Ils sont nombreux à s'interroger sur l'utilisation des recettes de cette taxe et à souhaiter qu'elles soient utilisées pour lutter contre le réchauffement climatique ou pour assister les plus vulnérables.

Cette préoccupation des plus modestes et de l'impact d'une taxe carbone sur eux traversent les groupes. Dans le groupe de gauche comme dans celui d'extrême droite, plusieurs voix s'élèvent pour réclamer une aide ou une protection vis-à-vis des plus démunis. A droite comme au centre, les membres de la communauté considèrent qu'elle ne peut être efficace que si elle est mondiale et payée dans l'ensemble des pays, notamment pour protéger les entreprises les plus vulnérables. Pour ceux qui se déclarent contre le principe d'une telle taxe, c'est le refus d'un prélèvement supplémentaire et la question du pouvoir d'achat qui sont invoqués.

« Quand tu n'arrives pas à boucler ta fin de mois, tu ne peux pas entendre que le carburant va prendre 10ct... tu t'en fous de la fonte des glaces et c'est difficile de t'en vouloir. »

Rappel méthodologique :

BVA a constitué pour Terra Nova une communauté citoyenne composée de 50 Français. Nous les interrogerons deux fois par mois pour leur demander de réagir aux débats de la campagne ainsi qu'à différentes propositions.

Cette mobilisation d'une communauté permet de compléter les données quantitatives et de donner des éléments de compréhension en profondeur. Elle apporte « le pourquoi » que n'indiquent jamais les intentions de votes. Par ailleurs, grâce à une communauté, on peut capter des signaux faibles et ainsi anticiper des sujets qui s'imposeront à plus long terme.

Ces 50 Français sont représentatifs de la diversité de la société française, dans leur genre, leur âge, leur catégorie socio-professionnelle, leur niveau de qualification et leur origine régionale.

Procédure de recrutement : Recrutement opéré par BVA d'un panel de 50 citoyens et de 10 suppléants sur la base de 30 000 emails envoyés à des personnes ciblées sur des critères d'âge, de genre et de région d'habitation. Sur 1536 citoyens volontaires et inscrits sur les listes électorales, 60 ont été sélectionnés.

Procédure d'animation : Toutes les deux semaines et ce jusqu'à la fin de la campagne présidentielle, les membres de la communauté seront réunis pour dialoguer sur différents thèmes. Ils le feront par écrit sur un forum qui leur est dédié ou lors de réunions dématérialisées en plenum ou par petit groupe.